

RAPPORT DU COLLECTIF NATIONAL

13/05/2001

ACTUALITES UNIVERSITAIRES

Nous sommes actuellement dans une forte période de débats universitaires, mais aussi d'activités syndicales.

Tout d'abord, le Commissariat général au Plan a rédigé un rapport sur le thème " Jeunes et politiques publiques ", faisant un état des lieux des enjeux de formation et de vie des étudiants. Plusieurs pistes de réflexion ont été ouvertes, que cela soit en terme d'éducation-formation tout au long de sa vie, d'autonomie des jeunes et réformes du système d'aide sociale, ou encore de relation des jeunes avec les institutions. Pour autant, les mesures proposées pour répondre aux enjeux de l'Enseignement supérieur paraissent largement insuffisantes ou inacceptables : un capital initial de formation de 20 ans, une aide sociale refondée à hauteur de 1.200 / 1.700 F, des prêts étudiants, une reconnaissance des jobs étudiants... Tout cela, en plus, à budget constant !

Ensuite, le Groupe communiste a ouvert le débat à l'Assemblée nationale sur la question d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans en demandant qu'une commission parlementaire, associant tous les acteurs concernés, se mette en place pour faire le point des dispositifs existants et établir des critères d'attribution.

Puis, Jack LANG (premier ministre de l'Education nationale à s'être rendu à une réunion du CNESER depuis 4 ans!) a annoncé, lors du dernier CNESER du 23 Avril, la politique qu'il souhaitait mettre en place pour l'Enseignement supérieur. Intitulée " Orientations pour une nouvelle étape vers la construction de l'espace européen d'Enseignement supérieur ", elle se donne pour objectifs de favoriser la mobilité étudiante, de diversifier les parcours de formation et d'améliorer la formation continue dans l'Enseignement supérieur. Afin de réaliser cette orientation, il remet en débat le Système européen de Transferts de Crédits (ECTS) dans toutes les formations d'Enseignement supérieur. Concrètement cela consiste, pour l'étudiant, à s'inscrire dans un parcours de modules créditable, proposé par une équipe pédagogique. Selon le Ministre, " ce système permettrait de passer d'une logique de parcours obligé à une logique de parcours plus fluide comportant une part d'individualisation, tout en garantissant leur cohérence formative et diplômante par des progressions adaptées afin d'écartier totalement toute conception consumériste ". Il émet cependant 4 conditions pour la réussite du projet : le respect du cadre national des diplômes, la cohérence des parcours proposés, le développement de la maîtrise des langues étrangères, et la validation des acquis. Le débat est lancé au sein de la communauté universitaire et plusieurs questions se posent alors : Quelle garantie d'obtenir un diplôme reconnu nationalement ? Les universités vont-elles devenir des supermarchés de la connaissance ? Quelle aide des universités pour la construction du projet personnel ? L'autonomie pédagogique des universités ne va-t-elle pas instaurer une concurrence entre elles ? Quel est le budget supplémentaire alloué pour un tel projet ?

Enfin, ces derniers jours, Lionel JOSPIN a annoncé l'extension du programme TRACE à un millions de jeunes de 18 à 25 ans.

En même temps, du côté syndical, les initiatives se multiplient, en période d'exams.

Une intersyndicale nationale a eu lieu pour commencer à ouvrir le débat sur les normes SAnRéMo et plus généralement sur le budget pour préparer le débat avant qu'il ait lieu à l'Assemblée nationale.

A Bordeaux et Créteil, les élus UNEF au CROUS ont demandé le boycott des produits DANONE.

A Rennes, suite aux différentes initiatives en cité-U (cahiers de revendications, pétitions), un rassemblement a eu lieu devant le CROUS, une délégation a été reçue et a obtenu une réunion d'information en début d'année sur la sécurité, les règles de vie, les conseils de résidence, une autre rassemblant tous les élus aux conseils de résidence de Bretagne, et enfin l'accès des élus au budget des cités-U.

A Paris 8, s'est tenu un festival sur le thème de la prévention vis-à-vis du sida.

A Paris 1, se sont tenues les journées de la culture palestinienne.

A Clermont-Ferrand, un concert de solidarité avec Mumia Abu Djamal a rassemblé plus de 350 personnes.

A Paris 11, un rassemblement a eu lieu à la mairie d'Orsay pour demander le maintien du seul lieu de vie du campus, la cafétariat. Et déjà d'autres initiatives sont prévues pour gagner sa réhabilitation.

De plus, deux manifestations sont proposées contre les licenciements : à l'appel de la CGT le 22 mai, et à l'appel des salariés de DANONE le 9 juin.

ASSEMBLEE GENERALE CONSTITUANTE DE REFONDATION ET DE RENOVATION DU MOUVEMENT ETUDIANT

Depuis notre Congrès national tenu à Pantin en 1998, nous avons décidé de nous engager dans un processus de rassemblement du mouvement étudiant. Nous avons décidé cela en constatant que trop peu d'étudiants étaient syndiqués voir organisés, ce qui ne permettait pas au syndicalisme étudiant de porter efficacement les revendications étudiantes.

Encore au dernier congrès de l'UNEF, tenu à Orsay l'an passé, nous avons réaffirmé ce choix-là en disant que nous souhaitions une refondation et une rénovation du syndicalisme étudiant. Notre analyse de la situation du syndicalisme étudiant tendait à dire que nous avons besoin de rénover nos pratiques syndicales afin que l'ensemble des étudiants puisse se retrouver dans celui-ci. D'autre part nous pensions qu'en étant unis et dans une même organisation, nous arriverions à peser sur les choix ministériels.

Des expériences ont été tentées sur les universités qui ont démontré ce que nous pensions.

A Paris 13, un mouvement étudiant a eu lieu. Ce mouvement, centré sur les problèmes des étudiants, a permis de dépasser les clivages entre organisations pour défendre les revendications étudiantes. Et cela s'est concrétisé dans les faits par des listes communes aux UFR qui ont obtenu cinq fois plus d'élus que n'en obtenait l'UNEF il y a deux ans.

A Paris 8, c'est un débat co-organisé par quasiment toutes les organisations de l'université sur le thème des étudiants étrangers dans le hall. Résultat : plus de 100 étudiants en discutent, mais n'ont pas trouvé le cadre pour faire perdurer et gagner cette lutte.

A Clermont-Ferrand, ce sont 400 étudiants qui décident de se mobiliser pour aider Rachid Chebini à être inscrit et régularisé. Pourtant, ces 400 étudiants n'ont pas fait le choix de rejoindre l'UNEF pour se battre pour leurs droits.

A Paris 10, ce sont des listes communes aux UFR qui ont recueilli globalement la majorité des voix, sans que la campagne ainsi que l'enjeu de ces élections ne soient réellement discutés avec les étudiants.

A Montpellier, un mouvement a eu lieu où toutes les forces syndicales ont dépassé leur guéguerre pour se rassembler et gagner les revendications issues des assemblées générales.

A Toulouse, ce sont des listes communes de tout le réseau progressiste, le Pôle associatif, qui ont remporté les élections à plus de 75% des voix...

Notre but, dans tous ces événements était de dépasser nos querelles de chapelle avec les autres organisations pour gagner des droits nouveaux, des revendications étudiantes, des moyens pour l'université, pour imposer une valeur progressiste dans les conseils universitaires... et enfin redonner de la confiance au syndicalisme étudiant aux yeux des étudiants.

Il est vrai tout de même que nous n'avons pas su engendrer une dynamique aussi large que possible avec les étudiants comme nous l'espérions pour construire une nouvelle organisation syndicale étudiante avec de nouvelles pratiques, ouvertes sur plus de domaines que nous avions l'habitude de faire.

La question aujourd'hui d'arriver à construire une nouvelle organisation syndicale étudiante qui permettrait de prendre en compte toutes les aspirations étudiantes, qui pourrait les porter plus efficacement, en rénovant non seulement nos pratiques syndicales, mais aussi tous nos domaines d'action. C'est le choix que nous avons fait lors de notre dernier congrès à Orsay.

Pour réaliser ce choix-là, nous proposons d'organiser un congrès qui nous permette de redéfinir ce que nous voulons construire comme syndicalisme étudiant, ce que nous attendons de cette nouvelle organisation, tant en terme d'orientation, de nouvelle charte du syndicalisme étudiant, que de fonctionnement et de statuts provisoires jusqu'au premier congrès de cette nouvelle organisation.

La Constituante serait alors le moyen, pour tous les participants, de poser les premières bases de cette nouvelle organisation, si les adhérents se prononçaient pour la construire.

Nous sommes aujourd'hui tous d'accord pour dire que l'UNEF, telle qu'elle est, ne nous va plus. Pour cela, nous souhaitons que tous les adhérents puissent s'exprimer et choisir la décision que l'on prend pour notre organisation avant la tenue des chaînes d'inscription. Organiser alors un vote des adhérents sur une nouvelle charte, de nouveaux statuts, et une résolution d'orientation nous paraît le plus démocratique pour construire cette nouvelle organisation, quelle qu'elle soit.

C'est pour cela que nous proposons le calendrier suivant :

- du lendemain du CN au 28 mai, rédaction de la charte, des statuts et de la résolution d'orientation dans l'UNEF et avec l'UNEF-ID, les associations...
- le 26 mai, date limite de remontée des cartes d'adhérents pour établir le corps électoral, des convocations des congrès locaux, et d'un chèque de 4 F / adhérent pour financer l'envoi du courrier.
- le 27 ou le 28 mai, réunion de la commission de validation des cartes d'adhérents.
- le 30 mai, envoi du courrier comportant la charte, les statuts, la résolution définitifs ainsi que la convocation au congrès local et une tribune de discussion avec les différents avis.
- du 5 au 15 juin, déroulement des congrès locaux avec vote.
- le 23 juin, congrès national de l'UNEF avec la proclamation des résultats du vote et décision sur ce que l'on fait au vu des résultats.
- le 24 juin, constituante avec l'UNEF-ID et les associations.

D'autre part les délégations se composeront d'un délégué pour 25 adhérents afin que les délégations soient le plus complètes possibles en cette période d'examens.

ADOPTE AVEC 26 POUR , 24 CONTRE, 1 ABSTENTION, 1 NPPV

MOTION DE JIHAD WACHILL

Rappelant l'opposition de principe manifestée par l'UNEF au "double cartage", avatar de l'entrisme, puisque notre règlement intérieur prévoit dans son article 37 la perte automatique de la qualité d'adhérent en cas d'adhésion à une autre organisation nationale représentative, l'UNEF Paris 1 exige le constat par le CN de la présomption de double appartenance des prétendus adhérents de l'UNEF signataires du texte "Tous Ensemble", présomption devant entraîner le gel de leur droit de vote dans les instances nationales de notre syndicat en attendant clarification de la situation.

REJETEE AVEC 21 POUR, 29 CONTRE (3 absents)

MOTION PRESENTEE PAR CLERMONT-FERRAND

Le CN décide de convoquer un congrès de l'UNEF entre la mi-octobre et début novembre.

Le CN rejette toute dissolution de l'UNEF pour juin.

Le CN demande la révocation du BN et la mise en place d'une direction collégiale unitaire coordonnant les initiatives nationales de l'UNEF.

Cette direction est composée de 2 membres par AGE et du trésorier national sortant.

Elle a comme mandat de proposer des initiatives à l'UNEF-ID lors de l'AG constituante du 24 juin pour préparer avec l'UNEF-ID et les associations, dans le respect de chacun, les chaînes d'inscription et toute initiative visant à défendre les droits des étudiants et à avancer dans l'ensemble des débats concernant la vie universitaire.

Enfin, cette direction devra faire un état des lieux, financier et structurel, de l'union nationale pour que les débats houleux du CN d'aujourd'hui ne se reproduisent plus.

REJETEE AVEC 23 POUR, 23 CONTRE, 3 ABSTENTIONS (3 absents)

COMPTE-RENDU DES DEBATS

Avant la présentation du rapport, une discussion a lieu sur le droit de vote de certains membres du CN (les signataires du texte "Tous ensemble" pour le congrès de l'UNEF-ID, les adhérents présents au CN non mandatés par leur AGE, les membres du CN élus sur des listes UNEF-ID, les adhérents ayant présenté une liste concurrente à celle de l'UNEF pour l'élection des représentants étudiants au CNESER...).

Le CN ne pouvant statuer sur l'exclusion d'individus, il est décidé de procéder aux votes nom par nom, afin de savoir qui a voté quoi en cas de litige.

Un président de séance est désigné, le temps de parole est limité à 5 min et le CN doit être clôturé à 17h.

Marina (Clermont-Fd)

- Bataille pour Mumia : 350 pers. Au concert de soutien, 27.000F collectés et envoyés à Mumia.
- Contacts dans des écoles d'ingénieurs, de chimie pour monter des sections syndicales.
- Dans quelles conditions travailler tous ensemble? Retourner sur le terrain, la vie d'une orga ce sont ses militants.
- Pas de dissolution de l'UNEF en juin, besoin de créer une intersyndicale permanente pour apprendre à travailler tous ensemble, et quand on sera prêts on fera une dissolution.

Laurent (Rennes)

- Cité U : gros travail de porte-à-porte. Pas de Conseil de Résidence dans 2 cités U sur 3. Lancement d'une consultation des résidents sur les problèmes rencontrés, 1000 signatures recueillies pour la pétition, puis rassemblement au CROUS et RDV avec le directeur auquel a été obtenu : une réunion d'info dans chaque cité, un forum des élus aux conseils de résidence de toute la Bretagne, un accès au budget des cités U.

Le travail continue pour l'année prochaine, afin de construire un rapport de force, une dynamique avec les résidents et gagner des crédits de rénovation (pour l'instant, seulement 700 logements seront rénovés d'ici 2006...!).

- Important de gagner de nouveaux droits pour les étudiants, donc besoin d'une nouvelle organisation. Le congrès d'Orsay, le CN de février ont décidé d'une nouvelle organisation forte, la consultation des adhérents est le meilleur moyen de dégager une position.

Laurent (Orsay)

- Bataille en cours pour la non disparition de la K'fet. Problèmes de sécurité des locaux, mobilisation des étudiants (pétition, rassemblement à la Mairie...). Une occupation du château est prévue jeudi.

- Sur la refondation, beaucoup de choses sont possibles, mais 1 mois c'est trop court, période d'examens...

Sylvestre (P1)

Motion de défiance à la direction. Si elle est retenue, élection d'une direction collégiale provisoire la plus unitaire possible.

Stéphane (Caen)

D'accord sur refondation, mais écriture d'une charte pas possible en 1 mois. Constituante doit se borner aux statuts et à la direction collégiale, puis création de commissions thématiques pour écrire la charte pouvant être votée au 1er congrès de la nouvelle orga.

Antoine (Jussieu)

Contexte favorable aux mobilisations (cf Metz, Montpellier, salariés...). AGE doivent relayer les mobilisations. Toutes les orgas connaissent des difficultés. Il faut aboutir maintenant, acter les choses pour aller vers l'action.

Jihad (P1)

- Bilan du travail unitaire sur Paris 1. Pour autant, unité syndicale ne veut pas dire unité organique.
- Motion sur les doubles cartes.

Karine Delpas (P8)

- Objectif n'est pas l'unité syndicale, c'est à partir des enjeux, pour les relever qu'on veut construire un outil syndical. Question posée à l'ensemble des orgas.
- Intersyndicale n'implique pas plus les étudiants, alors que la construction d'une nouvelle orga peut s'ouvrir aux étudiants.

Gilles (Lille)

L'AGEL exige le vote immédiat des motions.

Philippe (P4)

Demande dissolution de la direction qui convoque un congrès en même temps que l'AGN de La Mutuelle des Etudiants. Besoin de discuter des propositions nominatives pour le CA, le bureau.

Stéphane (P10)

Avenir de l'UNEF doit être le choix des adhérents.

Gaël (P10)

- Besoin de sortir du CN avec préparation de la manif du 9 juin contre les licenciements, en commun avec l'UNEF-ID. Idem sommet du G8 à Gênes en juillet.
- Sur ECTS, besoin d'une analyse et d'un positionnement.
- Arrêter de reculer en permanence, aller à la constituante, avec un congrès ou une conférence nationale avant.

Corinne (Nice)

- AGE Nice coupée de l'union nationale, pas trouvé tél du BN dans minitel.
- Nouvel outil syndical, pas possible avec UNEF-ID, par rapport à leurs pratiques, leur discours, leur orientation...)

Montpellier

Congrès en juin, pas possible financièrement. Faire un congrès en novembre.

Magali (P8)

- Université a changé dans ses missions par rapport à la société. Elle forme des individus, qui présentent des risques communs (cf débat sur l'autonomie des jeunes, lutte contre l'échec). Le syndicalisme doit lui aussi changer. Question de confiance en nous. Le choix des adhérents doit se faire à partir d'écrits.

Joël (Orsay)

- Décisions prises en CN pas respectées (on avait voté au dernier CN la présentation de la liste des AGE)

Besoin de transparence

- Pour unité, pour constituante en juin avec l'UNEF-ID si maintien des structures de l'UNEF.

Qui décide de ce qui va être discuté à la constituante?

- Quelle direction, on s'en fout. Ce qui est intéressant, c'est quel cadre de travail avec les AGE. La direction nationale ne fait pas son travail.

- Candidat au CA d'Anima'fac.

Christophe (Marseille)

- Impression d'être dans une réunion d'experts, de professionnels du syndicalisme étudiant.

Besoin de débattre de ce qu'on fait demain dans nos AGE.

- Attaques du MEDEF sur l'emploi, attaques sur le mutualisme.

Corpos de plus en plus revendicatives.

Question de l'urgence se pose en termes simples. Situation difficile pour toutes les orgas.

Sur élections à Marseille, pas forcément facile de faire des listes avec UNEF-ID, mais on l'a quand même fait pour rendre service aux étudiants et avoir un élu.

Sophie (Nantes)

Besoin d'adopter des statuts de la nouvelle organisation permettant plus de démocratie (fonctionnement des tendances, etc.)

Intervention de Mahmoud (Union Générale des Etudiants de Tunisie)

On devrait être fier du syndicalisme étudiant français, parce qu'en Tunisie, les étudiants n'ont pas le droit de se syndiquer, de faire des assemblées générales sans subir une forte répression judiciaire. UNEF doit s'engager dans le soutien de la lutte des tunisiens.

Cédric (Montpellier)

Point technique : aucun article sur les mouvements en France dans le Nouveau Campus.

Philippe (P4)

- Soutien aux mouvements tunisiens.

- Modalités proposées dans le rapport sont nulles.

Jihad (P1)

- Lecture des statuts

- UNEF telle qu'elle est : pas possible : rupture avec un certain nombre de pratiques, rupture de confiance.

Stéphane (Caen)

Pas oublier pratiques commerciales (coopératives, cafets...). Syndicalisme de lutte et de service.

Karine Delpas

Notre ennemi à l'Université, ce n'est pas l'UNEF-ID, c'est le fatalisme, le manque de moyens, les politiques discriminatoires vis à vis des étudiants étrangers...

Si certains responsables d'AGE veulent d'une nouvelle orga, mais remettent en cause le fait que ça se passe en juin, d'autres, depuis le début, rejettent l'idée même d'une nouvelle orga avec l'UNEF-ID et les associations étudiantes. Ce n'est donc pas sur le délai que le débat porte, mais bien sur l'objectif d'une nouvelle orga que les désaccords s'affirment.

Laurent (Rennes)

Confiance dans ce que porte l'UNEF. Pas peur d'y aller.

Magali (P8)

- Besoin d'écrits pour se positionner sur la nouvelle orga, au lieu de se positionner dans l'absolu.

- Pas de postulat sur le résultat du vote des adhérents, au moins laissons les trancher.

Marion (Le Mans)

- Cpte-rendu de la Session Nationale de la JOC, où UNEF invitée à débattre sur la revendication sur prix des concours dans filières sanitaires et sociales, encore travaillée, sera prête à la rentrée. Mènent aussi une bataille sur le travail saisonnier des jeunes.

JOC existe dans de nombreux départements, besoin de prendre contact et de travailler plus ensemble.

- Pour l'activité dans les semaines qui viennent, s'appuyer sur le Nouveau Campus pour mener le SOS Examens, donner des éléments aux étudiants sur l'autonomie des jeunes, sur le projet ECTS, etc

- Participation au congrès UNEF-ID a redonné confiance, notamment sur le poids qu'aura l'orientation de l'UNEF dans les débats de fonds, sur la rénovation des pratiques syndicales (fonctionnement des tendances, réadhésions, prise de décision...). Doit nous conforter pour que la nouvelle orga corresponde à notre identité originale.

- Proposition d'intersyndicale, pas meilleur cadre pour apprendre à travailler ensemble, car au final, chacun reste dans son coin, pas de renouvellement des pratiques, structure d'appareil qui n'est pas forcément ouverte aux étudiants. Alors qu'une organisation étudiante est en dynamique constante.

Constituante jette des bases, des perspectives, des expérimentations, alors besoin d'avancer, car les étudiants nous attendent sur la rentrée.

Joël (Orsay)

- Comment maintenir un lien entre nous, quel que soit le choix de chaque AGE ?

- Pas sentiment d'être associé aux décisions de l'union nationale, du BN. Besoin d'échanger infos entre nous, garder un cadre de travail, par exemple sur les chaînes d'inscription.

Gaëtan (Montpellier)

Effectivement, l'UNEF-ID ce ne sont pas nos ennemis, mais les amis de mes ennemis sont mes ennemis, et ils nous mettent des bâtons dans les roues quand on veut se battre pour la défense du service public d'éducation.

Antoine (Jussieu)

Besoin de garanties dans la nouvelle orga. Sur le charte, ça devrait être facile de se mettre d'accord. Besoin de garanties sur le respect des minorités, l'expression de chacun, la possibilité de militer comme on veut. Sur le droit de tendance, gagner le droit d'expression

dans la presse interne, un homme - une voix - un mandat, commission de contrôle des comptes et des statuts.

Vivien (Clermont-Ferrand)

Motion pour une direction collégiale qui rencontrera l'UNEF-ID le 24 juin pour un travail en commun sur les chaînes, des débats de fonds. Si ça fonctionne, alors congrès de dissolution. Mais pas de congrès de dissolution en juin, pas avec la direction actuelle.

Philippe (P4)

Contre calendrier proposé. UNEF méritait autre chose comme enterrement. En juin, seulement les plus militants vont venir.
On garde Stéphane Paturey dans la direction collégiale.

Manuel (Nantes)

- Juin, pas date terrible, mais ça fait 2 ans qu'on en parle.

Se pose question de la manière dont on mène le débat dans les AGE. Certains parlent en leur nom propre alors qu'ils sont censés représenter leur AGE.

- UNEF-ID a déjà prévu dates de mobilisations pour la rentrée.

Pierrick (Lyon)

- Intersyndicale permanente = pas viable. CLP ont déjà joué ce rôle.
- Être présents sous un seul sigle sur les chaînes.

Journée de mobilisation du 3 mai lance préparation de la rentrée.

Manuel (P8)

Moment où UNEF doit faire un choix important, celui de continuer une dynamique, sans avoir peur, par rapport aux défis de l'enseignement supérieur.